

# Compte-rendu Séminaire AlimenTerre

## TABLE-RONDE AVEC LES PARTIS POLITIQUES LUXEMBOURGEOIS

### ● Partis politiques présents :

DP (libéraux) - Charles Goerens (ancien ministre Coopération)  
LSAP (socialistes) - Marc Angel  
Les Verts - Félix Braz  
ADR (droite conservatrice) - Manuel Turmes

Les principaux partis étaient réunis, sauf le CSV, parti majoritaire au Luxembourg.

### ● Déroulement et objectifs

-La rencontre se voulait un lieu d'échanges entre les partis politiques et l'ensemble des participants du séminaire sur le problème de la cohérence des politiques européennes, un intérêt particulier a été porté aux questions agricoles et de souveraineté alimentaires des pays du Sud.

-Les échanges s'appuyaient sur les travaux menés dans le cadre du séminaire. Après que les partis aient exposé leurs points de vue sur les politiques de coopération, agricoles et commerciales, la salle est intervenue pour donner des exemples d'incohérences des politiques européennes et le résultat dans certains pays d'Afrique. Les partis politiques ont été, entre autres, interpellés sur :

- > le rôle de la coopération luxembourgeoise dans les pays cibles qu'elle soutient
- > la place de l'agriculture dans les politiques commerciales et de coopération
- > la souveraineté alimentaire et les politiques agricoles
- > le rôle des marchés face aux crises alimentaires

-L'objectif de la rencontre était d'influer sur les programmes des partis politiques luxembourgeois en vue des élections 2009. En clair, que les partis consacrent davantage de place, dans leurs professions de foi, à l'aide publique au développement et, dans un deuxième temps, que l'agriculture, voire la souveraineté alimentaire, devienne un axe prioritaire de leurs politiques de coopération.

### ● Compte-rendu des réactions des partis :

**Sur le volet « Rôle des marchés »**

M. Braz :

- Il faut réinventer un nouvel ordre mondial.
- Il faut transposer le principe du pollueur-payeur aux problèmes d'injustices commerciales et autres.

M. Angel :

- Les règles de l'OMC sont perçues comme des lois naturelles alors qu'il n'en n'est rien.

M. Goerens :

- Il faut promouvoir les DESC car un homme pauvre sans Droits de l'Homme n'en n'est plus un.
- L'alimentation est un droit, le marché est un moyen.

## Sur le volet des « Politiques commerciales et tarifaires »

M. Goerens :

- L'objectif des APE en tant qu'outils au service du développement est largement remis en cause. Le fait d'avoir confié le dossier à la DG Commerce montre bien où l'UE place l'intérêt de tels accords.
- La politique tarifaire (TEC) des ACP va à l'encontre de leur développement.
- L'Afrique doit s'imposer dans les négociations internationales et elle prend un risque au sein du G20 en se rangeant derrière la Chine.

M. Angel :

- Les produits agricoles ne peuvent être considérés en tant que marchandises comme les autres.
- Il faut diminuer la dépendance des PED en matière d'importations de produits agricoles.
- Des pressions énormes ont été exercées sur les ACP lors des négociations des APE.

M. Braz :

- Les APE ne sont pas justes car ces accords bilatéraux prônant l'ouverture des marchés auront des conséquences négatives dans les ACP (menaces pour leurs agricultures).

M. Turmes :

- Les APE ne doivent pas servir à faire des plus-values sur l'Afrique.

## Sur le volet de « l'Aide publique au développement »

M. Braz :

- La lutte pour la défense de la souveraineté alimentaire doit devenir une priorité.
- Une aide plus efficace dont sa poursuite dans la durée tiendra compte des résultats. Il y a eu trop d'investissements humains et financiers ces dernières années pour un résultat qui n'est pas à la hauteur des moyens.
- La politique actuelle du gouvernement en termes d'APD est généreuse mais le Luxembourg doit faire des efforts pour que toutes ses politiques soient cohérentes avec les objectifs de développement fixés dans le cadre de ses actions de coopération.
- Les Verts ont pris l'engagement pris de faire figurer la souveraineté alimentaire dans leur programme.

M. Angel :

- La loi de 1996 sur la Coopération doit être réadaptée en intégrant l'agriculture comme un des axes stratégiques. Sans pour autant négliger les investissements dans les infrastructures routières, les écoles, etc.
- L'appui budgétaire aux PED pourrait amorcer de véritables réformes.

M. Goerens :

- Les projets mis en place dans le cadre de l'APD luxembourgeois reflètent les besoins exprimés par les gouvernements des pays concernés.
- L'appui budgétaire aux PED est une bonne stratégie, sous certaines conditions (bonne gouvernance, etc.).
- Il faut promouvoir le marché local afin d'encourager les investissements, investissements qui sont facilités dans des conditions de bonne gouvernance.
- La promotion des sociétés civiles du Sud a été imposée par l'UE dans les négociations avec les ACP. Ces derniers ne sont pas toujours favorables à la démocratisation de leurs Etats.
- La présence de la Chine, tant aux plans de l'aide au développement que commercial, est une menace.

Rôle de la société civile (SC) :

-Tous les partis s'accordent sur la nécessité d'inclure la SC du Sud dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques.

-Au Nord, la SC doit jouer un rôle. Elle doit sensibiliser les citoyens européens aux problématiques du Sud pour mieux leur faire comprendre la nécessité de l'APD.

### Sur le volet « Politiques agricoles »

-> *En Afrique de l'Ouest*

M. Goerens :

-La mise en place de politiques agricoles (ECOWAP) soit être encadrée politiquement - bonne gouvernance - et techniquement, ce qui n'est pas toujours le cas dans les PED. C'est aux Africains et aux Européens de faire cet exercice, ensemble.

-Les Africains doivent prendre des initiatives.

-L'Afrique doit augmenter ses rendements, elle a des capacités de production (elle a su faire face à l'augmentation de sa population).

M. Braz :

-L'Afrique a besoin d'une politique agricole supranationale et qui lui permette de protéger ses marchés (à l'instar de la PAC).

-Il faut développer une agriculture sans OGM.

-> *En Europe, la PAC*

M. Angel :

-La PAC a eu des effets positifs en Europe, il faut veiller à conserver ce qui est bénéfique dans la future réforme.

-Favorable à l'utilisation du milliard (reliquat de la PAC) pour les agricultures (productions locales) du Sud.

M. Goerens :

-L'agriculture européenne s'est développée, en partie, grâce à la chimie et à la mécanisation. Elle a dû multiplier par 100 sa production.

-L'abandon des quotas laitiers pourrait mener à terme à la réduction voire l'absence d'exportation (les excédents) laitières. Ceci constituant un risque pour l'approvisionnement de certains pays du Sud.

### ● Résultat obtenu (à court terme)

-Invitation du Collectif (avec des partenaires ?) à une audition à la Chambre des députés lors de la Commission « agriculture » et « affaires étrangères » pour présenter les conclusions du séminaire.

### ● Appréciation générale :

-La rencontre fût consensuelle dans la mesure où les partis luxembourgeois sont globalement d'accord lorsqu'il s'agit des sujets relatifs à l'aide publique au développement (APD) du Luxembourg. Il y a consensus sur la nécessité d'avoir des politiques en Europe et en Afrique qui soient cohérentes.

-Les interactions entre la salle (en particulier les paysans africains) et le panel ont été appréciées. Des décideurs tels que M. Goerens (ex-ministre de la Coopération) ont relevé la pertinence de ce type de rencontres où la parole est donnée à des acteurs de terrain et ne se limite pas aux principaux leaders paysans.